

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE N° ARR2023-116**  
**PORTANT PERMISSION DE VOIRIE ET POLICE DE CIRCULATION**  
**RUE DES PAMPRES**  
BRANCHEMENT INDIVIDUEL ELECTRIQUE

**Le Maire de la commune de Vieillevigne**

**CONFORMEMENT** aux articles L. 2212 et L. 2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Voirie routière,

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code Pénal,

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2002, modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

**VU** l'arrêté municipal n° ARR2020-0011 en date du 02 juillet 2020 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Martial RICHARD, 5<sup>ème</sup> adjoint au Maire chargé aux bâtiments communaux, aux voiries-réseaux et au Cycle de l'eau,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, notamment son livre I, 1<sup>ère</sup> à 8<sup>ème</sup> parties et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

**VU** la demande formulée le 09/08/2023 et adressée à la ville par la société EL2D, domiciliée 2 Quater du nouveau bel à CARQUEFOU (44470),

**CONSIDÉRANT** qu'il importe de réglementer provisoirement le stationnement afin d'assurer la sécurité publique, à l'adresse : rue des Pampres à Vieillevigne, pour permettre des travaux de branchement individuel électrique,

**ARRÊTE**

**Du lundi 11/09/2023 à 8h00 jusqu'au vendredi 29/09/2023 à 17h00**

**ARTICLE 1** : La société EL2D est autorisée à intervenir sur le domaine public routier communal pour réaliser des travaux de raccordement électrique individuel, à l'adresse suivante : **rue des Pampres** à VIEILLEVIGNE.

**ARTICLE 2** : Le stationnement sera strictement interdit sur la chaussée et les accotements côté pair et impair au droit des adresses mentionnées à l'article 1. Cette réglementation ne s'applique pas aux véhicules affectés au déroulement du chantier.

**ARTICLE 3** : En application de l'article R.417-10 du Code de la Route, tout contrevenant à l'interdiction prévue par le précédent article s'exposera à l'amende prévue pour les  
*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de la publication.*

contraventions de la 2<sup>ème</sup> classe. Le cas échéant, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites selon les dispositions réglementaires applicables.

**ARTICLE 4** : La zone de travaux sera isolée et maintenue fermée par la mise en place de barrières pleines de 1,20 mètre de hauteur attachées entre elles et lestées au sol, précédées par des glissières en plastique réfléchissantes sur chaussée. Les dispositifs de signalisation précités seront conformes aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, notamment son livre I, 8<sup>ème</sup> partie et aux manuels du chef de chantier "signalisation temporaire routes bidirectionnelles et voirie urbaines".

L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour maintenir en permanence la circulation des véhicules de premiers secours. Le pétitionnaire doit veiller à ce que la desserte des propriétés riveraines soit maintenue (entrée, charretière, garage...). Il doit également veiller à ce que l'accès aux bouches d'incendie, l'écoulement des eaux et de ses ouvrages annexes et, d'une façon générale, la continuité du fonctionnement des services publics et des dispositifs de sécurité soient préservés. Les conditions de circulation et de stationnement seront rétablies aux conditions normales en dehors de la période arrêtée en préambule.

**ARTICLE 5** : Le pétitionnaire sera chargée de la mise en place, de l'entretien et de la dépose de la signalisation réglementaire et du balisage nécessaire à l'exécution du présent arrêté. Il doit intervenir à tout moment en urgence pour pallier tout défaut de la signalisation temporaire mise en place. Le pétitionnaire assure que les personnels dédiés aux interventions ont préalablement reçu une formation aux règles de sécurité élémentaire des chantiers et sont dotés d'équipements de protections individuels spécifiquement adaptés à leurs missions. Le pétitionnaire est tenu d'anticiper toutes gênes et nuisances et de les porter à la connaissance des usagers et au préalable de l'administration gestionnaire de la circulation routière.

**ARTICLE 6** : L'entreprise sera tenue pour responsable de tout accident pouvant survenir à l'origine de son intervention et des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance du dispositif de sécurité provisoire. L'entreprise est tenue de disposer des assurances de responsabilité civile en adéquation au cadre de son intervention.

Le domaine public devra, après travaux, être nettoyé et remis en parfait état primitif à sa charge. Un constat contradictoire de remise en état définitive ou de réception de travaux devra être établi sur place en présence de l'autorité compétente en matière de conservation de la voirie dans les dix jours ouvrés consécutifs à la date de fin d'application du présent arrêté, charge à l'entreprise de demander un rendez-vous par courrier ou mail. En l'absence de constat contradictoire préalable à la l'intervention, les lieux sont réputés en bon état d'entretien et aucune contestation ne sera admise par la suite.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté est exécutoire dès son affichage sur site de manière claire et lisible et sa publication.

**ARTICLE 8** : Le non-respect par le pétitionnaire d'une des clauses du présent arrêté entraînera une suspension immédiate de l'autorisation d'intervention. Les infractions seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 9** : Ampliation du présent arrêté sera annexée au registre des arrêtés du Maire et transmise :

- La société EL2D,
- Monsieur l'Adjudant-Chef de gendarmerie d'Aigrefeuille-sur-Maine

*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de la publication.*

- Monsieur le Chef du centre de Secours de Vieillevigne
  - Monsieur le Responsable des Services Techniques
  - Madame la Directrice Générale des Services
- sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vieillevigne, le 18 août 2023

Le Maire, par délégation

Daniel BONNET  
Adjoint au Maire



Publication en ligne le : 18 AOUT 2023

